

7° de Regering beslist binnen de 30 dagen na ontvangst van het voorstel of de as en / of de forfaitaire categorie al dan niet gewijzigd moet worden;

8° binnen 10 dagen na ontvangst van de beslissingen van de Regering, geeft de door de Regering aangewezen dienst kennis van de beslissing aan de vereniging bij aangetekend schrijven.

9° de beslissing heeft uitwerking met ingang van:

(a) 1 januari van de nieuwe periode van vijf jaar indien de aanvraag werd ingediend samen met het algemene uitvoeringsverslag bedoeld in artikel 19;

(b) de datum van de beslissing van de Regering indien de aanvraag ingediend werd op het moment van de indiening van het jaarlijkse bewijsdossier bedoeld in artikel 14, § 2. "

Art. 28. Er wordt een Hoofdstuk V/1 ingevoegd in hetzelfde decreet met het volgende opschrift:

"Hoofdstuk V / 1. - Dialoogprocedure tussen de verenigingen, de Regeringsdiensten en de Raad».

Art. 29. Er wordt een artikel 26/1 in Hoofdstuk V/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Artikel 26/1. - Een erkende vereniging kan om een dialoog met de Regeringsdiensten en de Raad verzoeken als zij van mening is dat de verbintenissen van de overheid jegens haar niet zijn nagekomen. Deze dialoog wordt niet gelijkgesteld met een beroepsprocedure.

De Regering definieert de nadere regels voor het toepassen van deze procedure. "

Art. 30. In artikel 28, eerste lid, van hetzelfde decreet, bij het tweede streepje, worden de woorden "de voorlopig erkende verenigingen" vervangen door de woorden "de voor bepaalde duur erkende verenigingen".

Art. 31. In artikel 29, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° bij lid 1, worden de woorden "voor onbepaalde duur of voorlopig," geschrapt.

2° bij lid 3, worden de woorden "voorlopig" vervangen door de woorden "voor onbepaalde tijd".

Art. 32. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2019.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 november 2018.

De minister-president,

R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,

I. SIMONIS

Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet nr. 691-1. – Commissieamendementen, nr. 691-2 - Commissieverslag, nr. 691-3. – Tekst aangenomen in de commissie, nr. 691-4 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 691-5

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. Vergadering van 14 november 2018.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/206199]

30 NOVEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2018 accordant la possibilité d'un défraiement pour l'évacuation et le transport vers le centre de collecte des sangliers abattus dans le cadre de la lutte contre la propagation de la peste porcine africaine

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, l'article 10, modifié par les décrets du 14 juillet 1994 et du 17 juillet 2018;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2018 accordant la possibilité d'un défraiement pour l'évacuation et le transport vers le centre de collecte des sangliers abattus dans le cadre de la lutte contre la propagation de la peste porcine africaine;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2018 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 novembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 novembre 2018;

Vu le rapport du 28 novembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er} ;

Vu l'urgence;

Considérant la décision d'exécution de la Commission européenne votée le 23 novembre 2018 : adaptation du zonage par la Commission européenne;

Considérant qu'à la suite de cette décision, il importe d'effectuer sans délai des prélèvements en vue de la détection de la peste porcine africaine sur les sangliers abattus dans la zone de vigilance telle qu'elle a été définie dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 novembre 2018 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine;

Considérant qu'il importe dès lors d'imposer aux titulaires de droit de chasse de transporter ces sangliers abattus vers un centre de collecte aux fins de pouvoir effectuer ces prélèvements;

Considérant, tant pour des raisons de coût et de sécurité sanitaire que pour des raisons d'organisation pratique, qu'il s'indique de détruire les cadavres de tous les sangliers abattus dans la zone de vigilance, au même titre que ceux issus de la zone d'observation renforcée;

Considérant que pour cette contrainte de collecte, il est légitime de prévoir le plus rapidement possible un dédommagement également pour les titulaires de droit de chasse de la zone de vigilance;

Considérant qu'en raison de règles de biosécurité à suivre moins sévères qu'en zone d'observation renforcée, ce dédommagement doit être moindre;

Sur la proposition du Ministre de la Nature et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2018 accordant la possibilité d'un défraiement pour l'évacuation et le transport vers le centre de collecte des sangliers abattus dans le cadre de la lutte contre la propagation de la peste porcine africaine est remplacé par ce qui suit :

« Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° Administration : le Département de la nature et des forêts de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;

2° centre de collecte : lieu désigné par l'Administration vers lequel les sangliers trouvés morts ou abattus doivent obligatoirement être acheminés à des fins de prélèvements en vue de tests pour la détection de la peste porcine africaine;

3° formation en biosécurité : formation concernant les règles à suivre lors de l'enlèvement et du transport des sangliers morts afin de limiter les risques de propagation de la peste porcine africaine lors de ces opérations;

4° zone d'observation renforcée et zone de vigilance : zones opérationnelles pour la gestion de l'épidémie telles que définies à l'article 1^{er} et à l'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 novembre 2018 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers. ».

Art. 2. Dans le même arrêté, il est inséré un article 2/1 rédigé comme suit :

« Art. 2/1. Toute personne qui est chargée de ramasser les sangliers abattus dans la zone de vigilance en vue de les transporter jusqu'à un centre de collecte a droit à demander un défraiement pour ce transport et le dépôt des sangliers suivant les directives de l'Administration.

Le montant est fixé forfaitairement à 50,00 € par sanglier amené au centre de collecte. Il peut être partagé entre plusieurs bénéficiaires. ».

Art. 3. Dans le même arrêté, l'annexe est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 5. Le Ministre de la Nature et de la Ruralité est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 novembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

Annexe

Modèle de déclaration de créance pour percevoir le défraiement du pour le ramassage et le transport des sangliers abattus vers un centre de collecte dans le cadre de la lutte contre la peste porcine africaine

DÉCLARATION DE CRÉANCE

Je(nom)
 soussigné (prénom)
 é :
 domicilié à :
(rue et n°)
(Code postal
 et commune)
 N° registre national
 déclare qu'il m'est dû par le Service public de Wallonie la somme de € (en
 chiffres)
 [..... euros (en lettres)]
 en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2018 pour le ramassage et le transport des sangliers abattus
 dans le cadre de la lutte contre la propagation de la peste porcine africaine. Cette somme est à verser sur le
 N° compte IBAN :
 ouvert au nom de :

 Nombre de sangliers déposés (N° bracelets de traçabilité ci-après):

.....			
.....			
.....			
.....			
.....			
.....			
.....			

Si les sangliers proviennent de la zone d'observation renforcée, je certifie avoir suivi la formation en biosécurité organisée dans le cadre de la lutte contre la propagation de la peste porcine africaine et avoir ramassé et transporté les sangliers détruits dans le respect des règles de biosécurité.

A le (date)
 (lieu)

(Signature du bénéficiaire
 de l'indemnité)

(Signature de l'agent du DNF ayant réceptionné les
 sangliers)

ACCUSÉ DE RÉCEPTION

Je soussigné(no
 m) (prénom),
 Agent des forêts, déclare que(nom)(prén
 om),
 a déposé ce jour au centre collecte de(lieu) sangliers
 (nombre)
 et a introduit une déclaration de créance pour un montant de : euros
 en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2018 pour le ramassage et le transport des sangliers abattus
 dans le cadre de la lutte contre la propagation de la peste porcine africaine.
 A le (date)
 (lieu)

(Signature de l'agent du DNF ayant réceptionné les sangliers)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2018 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2018 accordant la possibilité d'un défraiement pour l'évacuation et le transport vers le centre de collecte des sangliers abattus dans le cadre de la lutte contre la propagation de la peste porcine africaine.

Namur, le 30 novembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/206199]

30. NOVEMBER 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2018, durch den die Möglichkeit einer Unkostenvergütung für die Beseitigung der Wildschweine, die im Rahmen der Bekämpfung der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest erlegt wurden, und ihren Transport zur Sammelstelle gewährt wird

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd, Artikel 10, abgeändert durch die Dekrete vom 10. Juli 1994 und vom 17. Juli 2018;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2018, durch den die Möglichkeit einer Unkostenvergütung für die Beseitigung der Wildschweine, die im Rahmen der Bekämpfung der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest erlegt wurden, und ihren Transport zur Sammelstelle gewährt wird;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2018 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen;

Aufgrund der am 27. November 2018 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 30. November 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 28. November 2018;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 3 § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung des am 23. November 2018 verabschiedeten Durchführungsbeschlusses der Europäischen Kommission: Anpassung der Einteilung in Zonen durch die Europäische Kommission;

In der Erwägung, dass es auf der Grundlage dieses Beschlusses wichtig ist, unverzüglich Proben für den Nachweis der Afrikanischen Schweinepest von Wildschweinen zu entnehmen, die in der Wachsamkeitszone, so wie sie im Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. November 2018 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen ausgewiesen wird, erlegt wurden;

In der Erwägung, dass es daher wichtig ist, dass die Inhaber von Jagdrechten verpflichtet werden, diese erlegten Wildschweine zu einer Sammelstelle zu transportieren, damit diese Proben entnommen werden können;

In der Erwägung, dass es sowohl aus Kostengründen und Gründen der Gesundheitssicherheit als auch aus Gründen der praktischen Organisation angebracht ist, die Tierkörper aller in der Wachsamkeitszone erlegten Wildschweine ebenso zu vernichten wie diejenigen, die in der verstärkten Beobachtungszone erlegt wurden;

In der Erwägung, dass es für diese mit dem Einsammeln der Tierkörper einhergehende Belastung legitim ist, auch für die Inhaber von Jagdrechten in der Wachsamkeitszone so bald wie möglich eine Entschädigung vorzusehen;

In der Erwägung, dass diese Entschädigung aufgrund weniger strengerer Biosicherheitsvorschriften als in der verstärkten Beobachtungszone niedriger ausfallen muss;

Auf Vorschlag des Ministers für Natur und ländliche Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2018, durch den die Möglichkeit einer Unkostenvergütung für die Beseitigung der Wildschweine, die im Rahmen der Bekämpfung der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest erlegt wurden, und ihren Transport zur Sammelstelle gewährt wird, wird durch das Folgende ersetzt:

"Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° Verwaltung: die Abteilung Natur und Forstwesen der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

2° Sammelstelle: von der Verwaltung bestimmter Ort, zu dem Wildschweine, die verendet aufgefunden oder erlegt wurden, zwecks der Entnahme von Proben für die Untersuchung auf Afrikanische Schweinepest obligatorisch befördert werden müssen;

3° Biosicherheitsausbildung: Ausbildung in Bezug auf die Regeln für die Beseitigung und den Transport von verendeten Wildschweinen, um das Risiko der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest während dieser Maßnahmen zu begrenzen;

4° Verstärkte Beobachtungszone und Wachsamkeitszone: die Einsatzgebiete für die Bekämpfung der Seuche, die in Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. November 2018 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen definiert werden."

Art. 2 - In denselben Erlass wird ein Artikel 2/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 2/1 - Jede Person, die damit beauftragt ist, die in der Wachsamkeitszone erlegten Wildschweine zu sammeln, um sie zu einer Sammelstelle zu transportieren, ist berechtigt, eine Unkostenvergütung für diesen Transport und die Abgabe der Tierkörper nach den Anweisungen der Verwaltung zu beantragen.

Der Betrag wird pauschal auf 50,00 € für jedes Wildschwein, das zur Sammelstelle gebracht wird, festgesetzt. Er kann unter mehreren Anspruchsberechtigten verteilt werden."

Art. 3 - In demselben Erlass wird der Anhang durch den dem vorliegenden Erlass beigefügten Anhang ersetzt.

Art. 4 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Unterzeichnung in Kraft.

Art. 5 - Der Minister für Natur und ländliche Angelegenheiten wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. November 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Anhang

Muster der Forderungsanmeldung zum Erhalt der Unkostenvergütung für das Einsammeln der erlegten Wildschweine und ihren Transport zu einer Sammelstelle im Rahmen der Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest

FORDERUNGSANMELDUNG			
Der Unterzeichner:(Name) (Vorname)			
wohnhaft in:(Straße und Hausnummer)			
.....(Postleitzahl und Gemeinde)			
Nationalregisternummer			
erklärt hiermit, dass der Öffentliche Dienst der Wallonie ihm einen Betrag in Höhe von € (in Ziffern)			
[..... Euro (in Buchstaben)			
schuldet]			
gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. November 2018, durch den die Möglichkeit einer Unkostenvergütung für das Einsammeln der Wildschweine, die im Rahmen der Bekämpfung der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest erlegt wurden, und ihren Transport gewährt wird. Dieser Betrag ist auf folgendes Konto zu überweisen:			
IBAN-Nr.:			
.....			
im Namen von:			
.....			
Anzahl der abgegebenen Wildschweine (Nummer der Kennringe zur Rückverfolgbarkeit			
wie nachstehend angegeben):			
.....			
.....			
.....			
.....			
.....			
.....			
Falls die Wildschweine aus der verstärkten Beobachtungszone stammen, bestätige ich hiermit, dass ich die im Rahmen der Bekämpfung der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest organisierte Biosicherheitsausbildung absolviert und die vernichteten Wildschweine unter Einhaltung der Regeln in Sachen Biosicherheit gesammelt und transportiert habe.			
A Am: (Datum)			
..... (Ort)			
(Unterschrift des Empfängers der Entschädigung)		(Unterschrift des Bediensteten der Abteilung Natur und Forstwesen, der die Wildschweine in Empfang genommen hat)	
EMPFANGSBESTÄTIGUNG			
Ich			
Unterzeichneter (Name) (Vorname),			
Forstbediensteter, erkläre, dass (Vorname),			
.....(Name) name),			
an diesem Datum die folgende Anzahl(Ort) Wildschweine			
Wildschweine in der Sammelstelle von (Anzahl)			
abgegeben hat:			
und eine Forderungsanmeldung für den folgenden Betrag eingereicht hat: Euro			
gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. November 2018, durch den die Möglichkeit einer Unkostenvergütung für das Einsammeln der Wildschweine, die im Rahmen der Bekämpfung der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest erlegt wurden, und ihren Transport gewährt wird.			
In Am:(Datum)			
..... (Ort)			
(Unterschrift des Bediensteten der Abteilung Natur und Forstwesen, der die Wildschweine in Empfang genommen hat)			

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 2018 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2018, durch den die Möglichkeit einer Unkostenvergütung für die Beseitigung der Wildschweine, die im Rahmen der Bekämpfung der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest erlegt wurden, und ihren Transport zur Sammelstelle gewährt wird, beigefügt zu werden.

Namur, den 30. November 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion
R. COLLIN

VERTALING

WAAELSE OVERHEIDSDIENST

[2018/206199]

30 NOVEMBER 2018. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2018 tot toekenning van een mogelijkheid tot kosteloosstelling voor het af- en vervoeren van wilde zwijnen, afgeschoten in het kader van de bestrijding van de uitbreiding van Afrikaanse varkenspest, naar het inzamelingscentrum

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 februari 1882 op de jacht, artikel 10, gewijzigd bij het decreet van 14 juli 1994 en van 17 juli 2018;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2018 tot toekenning van een mogelijkheid tot kosteloosstelling voor het af- en vervoeren van wilde zwijnen, afgeschoten in het kader van de bestrijding van de uitbreiding van Afrikaanse varkenspest, naar het inzamelingscentrum;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2018 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 november 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 30 november 2018;

Gelet op het verslag van 28 november 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het uitvoeringsbesluit van de Europese Commissie, gestemd op 23 november 2018: aanpassing van de zonering door de Europese Commissie;

Overwegende dat er, ten gevolge van dit besluit, onverwijld staalafnames verricht dienen te worden met het oog op de opsporing van Afrikaanse varkenspest op de wilde zwijnen, afgemaakt in het waakzaamheidsgebied zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 29 november 2018 houdende verscheidene maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest;

Overwegende dat de houders van een jachtrecht bijgevolg deze afgemaakte wilde zwijnen af dienen te voeren naar een inzamelcentrum, waar die staalafnames verricht zullen kunnen worden;

Overwegende dat het zowel om kostgebonden en sanitaire veiligheidsredenen als om redenen van praktische organisatie aangewezen is, de kadavers van alle in het waakzaamheidsgebied afgemaakte wilde zwijnen te vernietigen, evenals de wilde zwijnen uit het versterkte observatiegebied;

Overwegende dat het voor deze dwingende inzameling verantwoord is, zo spoedig mogelijk eveneens in een kosteloosstelling te voorzien voor de houders van een jachtrecht in het waakzaamheidsgebied;

Overwegende dat deze kosteloosstelling, om redenen in verband met minder strenge bioveiligheidsregels dan in het versterkte observatiegebied, minder dient te zijn;

Op de voordracht van de Minister van Natuur en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit:

Artikel 1. Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2018 tot toekenning van een mogelijkheid tot kosteloosstelling voor het af- en vervoeren van wilde zwijnen, afgeschoten in het kader van de bestrijding van de uitbreiding van Afrikaanse varkenspest, naar het inzamelingscentrum wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Administratie : het Departement Natuur en Bossen van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;

2° inzamelcentrum: plaats, aangewezen door de administratie, waar de dood aangetroffen of gedode wilde zwijnen uit een gegeven gebied verplicht naartoe gevoerd dienen te worden met het oog op het afnemen van stalen waarmee Afrikaanse varkenspest kan worden opgespoord;

3° opleiding bioveiligheid : opleiding die regels oplegt, welke in acht te nemen zijn bij het weghalen en afvoeren van dode wilde zwijnen om de risico's op verspreiding van Afrikaanse varkenspest bij deze verrichtingen te beperken;

4° versterkt observatiegebied en waakzaamheidsgebied: operationele gebieden voor de beheersing van de epidemie zoals omschreven in artikel 1 en in de bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 29 november 2018 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen.”.

Art. 2. In hetzelfde besluit wordt een artikel 2/1 ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. 2/1. Iedere persoon die belast is met de ophaling van de wilde zwijnen die in het waakzaamheidsgebied gedood zijn met het oog op de afvoer ervan naar een inzamelcentrum, mag vragen om voor dit vervoer en het afleveren van de wilde zwijnen volgens de richtlijnen van de administratie kosteloos te worden gesteld.

Forfaitair wordt het bedrag vastgelegd op 50,00 € per wild zwijn, afgevoerd naar het inzamelcentrum. Bedoeld bedrag kan tussen verschillende gerechtigden verdeeld worden.”.

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt de bijlage vervangen door de bij dit besluit gevoegde bijlage.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag van ondertekening ervan.

Art. 5. De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 november 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

BIJLAGE

Model voor een schuldvorderingsverklaring voor het ontvangen van de verschuldigde kosteloosstelling voor het ophalen en vervoeren van gedode wilde zwijnen naar een inzamelcentrum in het kader van de bestrijding van Afrikaanse varkenspest

SCHULDVORDERINGSVERKLARING

Ondergete(n
kende aam) (voornaam)

Met
woonplaats te :(straat + nr.)(postcode
en gemeente)

Rijksregisternummer
.....

verklaart dat de Waalse Overheidsdienst hem/haar de som van ... (zie hiernaast)
verschuldigd is € (in cijfers)

[..... euro (in letters)]

Overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2018 tot toekenning van een mogelijkheid tot kosteloosstelling voor het af- en vervoeren van wilde zwijnen, afgeschoten in het kader van de bestrijding van de uitbreiding van Afrikaanse varkenspest, naar het inzamelingscentrum. Deze som dient te worden gestort op :

IBAN rekening nr. :
.....

Geopend op naam van ,
.....

Aantal afgeleverde wilde zwijnen (onderstaand, traceerbaarheidsbanden):
.....

.....			
.....			
.....			
.....			
.....			

Als de wilde zwijnen afkomstig zijn van het versterkt observatiegebied, verklaar ik oprecht, de opleiding bioveiligheid te hebben gevolgd, georganiseerd in het kader van de bestrijding van de verspreiding van Afrikaanse varkenspest en de wilde zwijnen opgehaald en vervoerd te hebben met inachtneming van de bioveiligheidsregels.

Te

Ondergetekene
Bosbeambte, verklaart dat
Heeft heden bij het
inzamelcentrum...afgeleverd

Te.....
..... (plaats)

(Handtekening van de ambtenaar van het Departement Natuur en Bossen die de wilde zwijnen aangenomen heeft)

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2018 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2018 tot toekenning van een mogelijkheid tot kosteloosstelling voor het af- en vervoeren van wilde zwijnen, afgeschoten in het kader van de bestrijding van de uitbreiding van Afrikaanse varkenspest, naar het inzamelingscentrum.

Namen, 30 november 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2018/15186]

29 NOVEMBER 2018. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 november 2018 tot vaststelling van de structuur van de milieueffectenrapporten behorend bij de uitwerking, wijziging of opheffing van de plannen en verordeningen bedoeld in de Titels II & III van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, inzonderheid op artikel 314 en de artikelen 15/1, 87/1 ingevoegd door de ordonnantie van 30 november 2017 tot hervorming van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening en de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen en tot wijziging van aanverwante wetgevingen;

Overwegende dat voormelde bepalingen ertoe strekken de structuur van de rapporten over de milieueffecten van de in het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening bedoelde plannen en verordeningen vast te leggen met als doel de formele voorstelling van die rapporten eenvormig te maken en de analyse ervan te vergemakkelijken, met dien verstande dat de inhoud van de milieueffectenrapporten vastgelegd is in bijlage C van het BWRO.

Overwegende dat uit artikel 5.4 van richtlijn 2001/42 van het Europees Parlement en de Raad van 27 juni 2001 betreffende de beoordeling van de gevolgen voor het milieu van bepaalde plannen en programma's volgt dat de bevoegde milieu-instanties geraadpleegd moeten worden als een besluit genomen wordt over de reikwijdte en het detailleringsniveau van de informatie die in het milieueffectenrapport moet worden opgenomen.

Gelet op het advies van de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie van 28 juni 2018

Gelet op het evaluatieverslag van de impact op vrouwen en mannen, "gendertest" genaamd, vereist door artikel 3, 2° van de ordonnantie van 29 maart 2012 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en door artikel 13 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 april 2014 houdende uitvoering van die ordonnantie, waarvan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering kennis heeft genomen op 29 november 2018;

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2018/15186]

29 NOVEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 novembre 2018 fixant la structure des rapports sur les incidences environnementales afférents à l'élaboration, la modification ou l'abrogation des plans et règlements visés aux Titres II & III du Code bruxellois de l'aménagement du territoire

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu le Code Bruxellois de l'aménagement du territoire, notamment son article 314 et ses articles 15/1, 87/1 insérés par l'ordonnance du 30 novembre 2017 réformant le Code Bruxellois de l'aménagement du territoire et l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement et modifiant certaines législations connexes ;

Considérant que les dispositions précitées prévoient d'arrêter la structure des rapports sur les incidences environnementales des plans et règlements visés dans le Code bruxellois de l'aménagement du territoire, dans le but notamment d'uniformiser la présentation formelle desdits rapports et d'en faciliter l'analyse, étant entendu que le contenu des rapports sur les incidences environnementales est fixé par l'annexe C du CoBAT.

Considérant qu'il résulte de l'article 5.4 de la directive 2001/42 du Parlement et du Conseil européen du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement que les autorités compétentes en matière d'environnement doivent être consultées lorsqu'il faut décider de l'ampleur et du degré de précision des informations que le rapport sur les incidences environnementales doit contenir.

Vu l'avis de la Commission régionale de développement du 28 juin 2018

Vu le rapport d'évaluation de l'impact sur les femmes et les hommes, appelé 'test genre', requis par l'article 3, 2°, de l'ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale et par l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 avril 2014 portant exécution de cette ordonnance, dont le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a pris connaissance en date du 29 novembre 2018;